Carolina ALVES PEREIRA
N'doukoua Lydie KOFFI
Maria MARTINEZ PEREIRA PEREZ

UE : Bois, Forêt et Enérgie
Mme. Lucile OTTOLINI
Mme. Meriem FOURNIER

Décembre/2023

Le rôle des forêts dans la lutte internationale contre le changement climatique : le théâtre d'affrontements entre pays du Sud et pays du Nord

1. Introduction

Les changements climatiques dans le monde constituent l'une des préoccupations majeures de notre époque. Les données scientifiques montrent une augmentation significative des températures moyennes à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies. Ces changements ont des implications profondes sur les écosystèmes, les conditions météorologiques, les ressources naturelles et la vie humaine (Berteaux, 2014).

Dans le contexte des préoccupations climatiques mondiales et des enjeux internationaux, le rôle des forêts est reconnu comme étant central dans la lutte contre le changement climatique. Les forêts jouent un rôle crucial en agissant comme des puits de carbone. Cependant, les discussions internationales sur la gestion des forêts peuvent être complexes et parfois conflictuelles, en particulier entre les pays du Nord et du Sud.

Les termes "pays du Nord" et "pays du Sud" ne se réfèrent pas nécessairement aux hémisphères, mais plutôt à des catégories géopolitiques qui tiennent compte du développement économique, de la puissance industrielle, et d'autres facteurs. En général, les pays du Nord sont souvent associés aux économies développées, tandis que les pays du Sud englobent souvent les nations en développement (Ouadah-Bedidi, 2007).

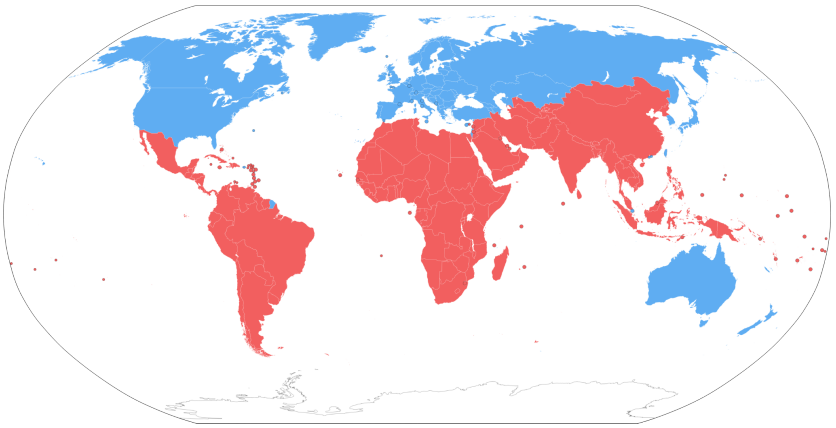

Figure 1. Pays du Sud, en rouge ; pays du Nord, en bleu. La Chine est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale (pays du Sud) (Source: Trading Economics, 2022).

Les disputes entre les pays du Nord et du Sud concernant la gestion des forêts peuvent découler de différentes perceptions et intérêts. Il est crucial de savoir bien différencier les termes, la préservation, la conservation et la gestion durable des forêts, car ces concepts peuvent être à la base de divergences entre les pays du Nord et du Sud en matière de gestion forestière.

La préservation des écosystèmes forestiers englobe généralement une protection rigoureuse, excluant toute exploitation humaine significative. Cette démarche peut englober la création de zones préservées où l'accès humain est restreint pour préserver la biodiversité et les processus écologiques naturels. La conservation, quant à elle, vise à maintenir la santé globale des écosystèmes forestiers tout en permettant une utilisation humaine mesurée. Cette approche comprend des pratiques de gestion visant à assurer la régénération naturelle des arbres, la protection des habitats fauniques et la préservation de la diversité biologique (Donato & Patrick, 2012).

La gestion durable des forêts aspire à équilibrer les impératifs écologiques, sociaux et économiques. Elle suppose une utilisation planifiée et responsable des ressources forestières, répondant aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs (Bredif, 2002).

Bien que les pays du Nord évoquent fréquemment la préservation des forêts du Sud, leurs pratiques réelles s'orientent davantage vers une gestion durable, prenant en compte les aspects sociaux et économiques. Cette approche devrait servir aussi comme modèle aux pays en développement, répondant à leurs besoins tout en assurant une gestion responsable des ressources forestières.

Il est vrai que les effets du changement climatique affectent les forêts du monde entier, mais les pays du Sud sont beaucoup plus indexés et ne sont souvent pas encouragés à développer des modèles plus durables. Cette situation soulève une interrogation : sans pour autant exonérer les pays du Sud de leur responsabilité, quelles incohérences peuvent être identifiées dans les pratiques des pays du Nord ?

2. Mise en perspectives des controverses

Les pays du Sud, riches en forêts tropicales, font face à des défis de déforestation liés à des pressions économiques, à l'inverse, les pays du Nord donnent une priorité à la préservation et à la gestion durable des forêts, tout en participant à la consommation et à l'exploitation des ressources des nations en développement.

Les pays du Sud peuvent revendiquer la souveraineté sur leurs ressources naturelles, y compris leurs forêts, arguant que la gestion de ces écosystèmes relève de leur responsabilité nationale. Certains pays du Sud considèrent l'exploitation des ressources forestières comme une source importante de revenus et de développement économique, par opposition à la conservation stricte préconisée par certains pays du Nord.

De plus, au sommet de Rio de 1992, l'objectif d'une convention cadre mondiale sur les forêts n'a pas pu être atteint. Les prises de positions des différents pays furent trop divergentes pour qu'un accord juridiquement contraignant ne puisse voir le jour. En effet, les pays industrialisés ont souhaité définir un texte interdisant l'abattage des forêts tropicales, ombrophiles qui sont le plus touchées par le déboisement (préservation des forêts) et les Pays en Développement ont voulu que le texte intègre également les forêts tempérées et boréales, considérant qu'elles n'avaient pas plus été épargnées par la déforestation et la dégradation dans leur désir de développement (Leroy et al. 2013).

Les divergences entre les pays du Nord, principaux consommateurs de produits forestiers, et du Sud, principaux fournisseurs, se manifestent dans la réglementation, la certification de l'exploitation forestière et les négociations autour du Mécanisme de Développement Propre (MDP) prévu par l'Accord de Kyoto.

L'accord de Kyoto, avec son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, a introduit le MDP comme un moyen pour les pays développés de financer des projets de développement propre dans les pays en développement (UNEP, 2016). Cependant, les tensions financières persistent entre le Nord, conditionnant son soutien à des critères environnementaux stricts, et le Sud, exigeant un transfert de technologies pour une exploitation durable. L'écart entre les promesses formulées et les mesures concrètes se manifeste de manière évidente, mettant en lumière l'impératif d'une analyse approfondie de la concrétisation effective de ces mécanismes.

2.1 Les pays les plus actifs dans les controverses

Le Brésil, en raison de l'importance de l'Amazonie, est souvent au cœur des débats sur la déforestation, la souveraineté nationale et les menaces constantes qui pèsent sur les droits des peuples autochtones. L'Indonésie et la Malaisie, ces pays, en particulier en raison de la déforestation liée à l'expansion des plantations de palmiers à huile, sont aussi des acteurs clés dans les discussions sur la gestion des forêts. Plusieurs pays européens, tels que la Finlande, la Norvège, l'Allemagne et la France, sont activement engagés dans les débats internationaux sur la gestion des forêts. Ces nations se distinguent par leurs politiques environnementales strictes, leur engagement envers la conservation des forêts et sont fréquemment actives dans les débats sur la conservation des forêts et les mécanismes financiers internationaux malgré les éventuelles controverses.

2.2 Controverses

A. **Europe :** Les forêts européennes connaissent un dépérissement, accentué par le changement climatique et des stress multiples (Vacek et al, 2023). Les préoccupations environnementales semblent être davantage focalisées sur l'Amazonie et les forêts tropicales dans le monde, soulevant des interrogations sur les priorités de conservation et l'attention portée aux défis locaux.
    a. **Norvège :** Dans les derniers jours, après la COP28, la Norvège a annoncé un investissement de 50 millions de dollars au Fond dédié à la protection de l'Amazonie (Peixoto, 2023). Toutefois, ces dernières années, le pays a fait l'objet de poursuites judiciaires concernant l'exploration pétrolière dans l'Arctique (Adomaitis, 2023). Cette contradiction met en lumière la difficulté à concilier les efforts de conservation avec les activités liées aux énergies fossiles, soulignant la nécessité d'une approche cohérente et intégrée.
    b. **France :** La forêt en Guyane subit une minoration et une déforestation, notamment avec le développement d'une filière aurifère dite "responsable". Les contradictions entre les discours de responsabilité environnementale et les effets concrets sur la forêt guyanaise soulèvent des inquiétudes quant à la mise en œuvre réelle des pratiques durables.

B. **Côte d'Ivoire :** L'Europe envisage d'adopter une loi interdisant l'entrée sur son marché des produits soupçonnés d'être liés à la déforestation, particulièrement le bois et cacao en provenance de la Côte d'Ivoire. Cependant, cette démarche suscite des préoccupations, spécialement en raison du passé industriel européen, marqué par l'utilisation du charbon et des niveaux de pollution élevés jusqu'à récemment. Certains

estiment qu'il est injuste de priver les pays en développement de l'accès au marché européen, car ces derniers ne sont pas les principaux responsables des émissions passées. De plus, l'Afrique, bien que moins contributeur historique au changement climatique, est susceptible de subir les conséquences néfastes de ce phénomène, telles que les intempéries, affectant ainsi ses populations de manière disproportionnée.

C. **Asie :** L'Asie (surtout L'Indonésie et la Malaisie) est le principal fournisseur mondial d'huile de palme, avec les États membres de l'Union européenne en tant que les troisièmes principaux consommateurs. Cependant, la déforestation associée à la production d'huile de palme met en lumière les tensions entre la demande globale de cette ressource et ses conséquences locales (Ritchie, 2021).

D. **Brésil :** Le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a prononcé un discours passionné pendant la COP 28, affirmant qu'il n'était pas possible de s'attaquer à la crise climatique sans s'attaquer également aux inégalités. Cependant, quelques jours après le discours, le pays a simultanément annoncé qu'il rejoignait le plus grand cartel pétrolier du monde, l'OPEP, et s'est tenue la "vente aux enchères de la fin du monde " : L'Agence National de Pétrole, Gaz Naturel et Biocombustibles du Brésil (ANP) a organisé une vente aux enchères de blocs pour la prospection de gaz et de pétrole dans le bassin amazonien, dans des zones qui interfèrent avec les terres indigènes. Le discours de Lula révèle aussi le manque d'investissements financiers et de transferts de technologie des pays du Nord vers les pays du Sud, ce qui renforce le caractère contradictoire des énormes dépenses financières consacrées aux guerres et révèle que les actions concrètes restent à mettre en œuvre. Cependant, comme l'Australie et le Canada, le Brésil n'a pas de bons antécédents en ce qui concerne le respect des droits et, surtout, des connaissances ancestrales des peuples autochtones.

E. **Australie**: Depuis des années, le pays est victime de mégafeux presque incontrôlables causés par les conséquences du changement climatique. Il y a quelque temps, l'utilisation des feux contrôlés par les peuples aborigènes a été interdite dans le pays sous prétexte de "préservation" de l'environnement. Cependant, il semble que la solution réside dans les connaissances ancestrales des habitants de la région, qui utilisaient ces feux contrôlés pour prévenir les mégafeux. Pour les communautés aborigènes, la gestion du feu est une pratique traditionnelle, et leurs techniques de brûlage auto-extinguible sont reconnues pour leur efficacité. Malgré cela, il a fallu des années d'incendies dévastateurs pour que ces connaissances soient enfin reconnues (Sabouraud, 2023).

3. Perspectives futures

La division traditionnelle entre pays du Sud et pays du Nord ne tient plus compte de la complexité actuelle. Un exemple concret de cette évolution est le cas du Brésil, souvent catégorisé comme un pays du Sud, mais qui devrait surpasser le Canada pour devenir la

neuvième économie mondiale en 2023. Cette réalité met en évidence la nécessité de reconsidérer la division Nord-Sud afin de mieux refléter les particularités de chaque nation sur la scène forestière internationale.

Les pays en développements estiment qu'il n'est pas juste d'attendre de tous les pays qu'ils fassent des efforts simultanément, alors que les pays développés ont déjà tiré des avantages économiques de l'utilisation du pétrole, du gaz et du charbon. Un consensus entre les relations est impératif pour parvenir à une approche globale et collaborative face aux défis environnementaux.

Des autres mécanismes tels que le financement climatique international, les accords de partage équitable des avantages, et la promotion de pratiques durables jouent un rôle crucial dans l'atteinte de cet équilibre entre la protection des forêts et les intérêts nationaux de chaque pays. En mettant en place ces mécanismes et en favorisant une collaboration étroite entre les nations, la COP 28 aurait pu offrir une opportunité cruciale de transformer les engagements en actions tangibles pour assurer un avenir plus durable pour nos forêts et notre planète. À ce jour, alors que la COP 28 vient de se terminer, près de 200 millions de dollars ont été collectés pour les nouveaux financements en faveur de la nature, notamment les forêts, les mangroves et les océans (COP 28 UAE, 2023). Nous verrons à l'avenir si les actions seront réalisées et les résultats obtenus, ou si, une fois de plus, le discours dominera.

Les pays comme le Brésil ont besoin d'un soutien international pour réaliser leurs ambitions en matière de déforestation zéro. Compte tenu de l'importance de la forêt, la responsabilité ne peut pas incomber uniquement à un seul pays et il faut faire plus que de simples discours qui ne se sont pas concrétisés par des actions.

De plus, il n'est plus possible d'ignorer les connaissances des peuples indigènes, y compris ceux du Sud. Une solution à ce problème est l'introduction croissante de différents acteurs, qu'ils soient issus du monde forestier ou non, afin d'apporter à chacun d'entre eux une diversité et une pluralité de réponses aux problèmes actuels et de l’avenir.

Le constat est clair : le théâtre d’affrontements entre les pays du Sud et du Nord au sujet des forêts ne peut plus perdurer.

Références

« Le GIEC a trente ans », *op. cit.* ; J.-P. VAN YPERSELE, *Une vie au cœur des turbulences climatiques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2015.

Hannah Ritchie (2021) - “Palm Oil” Published online at OurWorldInData.org. Retrieved from: 'https://ourworldindata.org/palm-oil' [Online Resource].

H. Bredif. Gestion durable : notions et conséquences sur les pratiques.. Forêt Méditerranéenne, 2002, XXIII (3), pp.185-194. ffhal-03558728f

Vacek Z, Vacek S, Cukor J. European forests under global climate change: Review of tree growth processes, crises and management strategies. J Environ Manage. 2023 Apr 15;332:117353. doi: 10.1016/j.jenvman.2023.117353. Epub 2023 Jan 28. PMID: 36716544.

UNEP (United Nations Environment Programme) (2016) CDM pipeline May 2016, UNEP Risoe Center, Septembre, http://cdm.pipeline.org.

BÉRARD, Yann et COMPAGNON, Daniel, 2014. Politiques du changement climatique : des controverses scientifiques à l'action publique. *Critique internationale*. 2014. Vol. 62, n° 1, pp. 9‑19. DOI 10.3917/crii.062.0009.

BERTEAUX, Dominique, 2014. *Changements climatiques et biodiversité du Québec: Vers un nouveau patrimoine naturel*. PUQ. ISBN 978-2-7605-4048-4.

Bergandi Donato, Blandin Patrick (2012), « De la protection de la nature au développement durable : Genèse d'un oxymore éthique et politique », Revue d'histoire des sciences, vol. 65 n° 2012/1, p. 103-142.

LEROY, Maya, DERROIRE, Géraldine, VENDÉ, Jeremy et LEMÉNAGER, Tiphaine, 2013. *La gestion durable des forêts tropicales De l'analyse critique du concept à l'évaluation environnementale des dispositifs de gestion La gestion durable des forêts tropicales* [en ligne]. Agence Francaise de Développement (AFD). [Consulté le 15 décembre 2023]. Collection A Savoir. Disponible à l'adresse : https://hal.science/hal-01450729

MACCARTHY, James, RICHTER, Jessica, TYUKAVINA, Sasha, WEISSE, Mikaela et HARRIS, Nancy, 2023. The Latest Data Confirms: Forest Fires Are Getting Worse. [en ligne]. 29 août 2023. [Consulté le 15 décembre 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.wri.org/insights/global-trends-forest-fires

OUADAH-BEDIDI, Zahia, 2007. Bibliographie critique. *Population*. 2007. Vol. 62, n° 4, pp. 861‑890. DOI 10.3917/popu.704.0861.

ADOMAITIS, Nerijus, FOUCHE, Gwladys et FOUCHE, Gwladys, 2023. Norway plans to offer record number of Arctic oil, gas exploration blocks. *Reuters* [en ligne]. 24 janvier 2023. [Consulté le 15 décembre 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.reuters.com/business/energy/norway-offers-up-92-new-oil-gas-exploration-blocks-2023-01-24/

Na COP 28, Noruega anuncia doação de mais R$ 245 milhões para o Fundo Amazônia | Meio Ambiente | G1, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 15 décembre 2023]. Disponible à l'adresse : https://g1.globo.com/meio-ambiente/noticia/2023/12/11/na-cop-28-noruega-anuncia-doacao-de-mais-r-245-milhoes-para-fundo-amazonia.ghtml

SABOURAUD, Valentine, 2023. En Australie, les Aborigènes combattent le feu par le feu. *Libération* [en ligne]. 2023. [Consulté le 15 décembre 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.liberation.fr/international/asie-pacifique/en-australie-les-aborigenes-combattent-le-feu-par-le-feu-20230824_OCKM4WUVHBFCLFBKGLM4FRUXVA/

United for Nature: COP28 mobilizes action to protect and restore forests, mangroves, land and ocean, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 15 décembre 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.cop28.com/en/news/2023/12/United-for-Nature-COP28-mobilizes-action-to-protect

Vidéos discours :

Discours Président Côte d'Ivoire

[Déforestation en côte d'ivoire : Alassane Ouattara fulmine contre les "donneurs de leçons" de l'UE - YouTube]

Discours Président Brésil
https://www.youtube.com/shorts/PEWaR9jpags?t=14&feature=share